



HAL
open science

Audition à l'Assemblée Nationale sur le thème "Engagement citoyen et innovation territoriale en milieu rural"

Nicolas Renahy

► **To cite this version:**

Nicolas Renahy. Audition à l'Assemblée Nationale sur le thème "Engagement citoyen et innovation territoriale en milieu rural". [0] 2015, 3p. hal-02798303

HAL Id: hal-02798303

<https://hal.inrae.fr/hal-02798303>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ASSEMBLÉE NATIONALE, MISSION DE RÉFLEXION ENGAGEMENT CITOYEN ET
APPARTENANCE RÉPUBLICAINE

Audition de M. Nicolas Renahy sur le thème

« *Engagement citoyen et innovation territoriale en milieu rural* »

12 mars 2015

1. Les espaces ruraux et périurbains contemporains : des territoires populaires

Dans la France métropolitaine contemporaine, 52.5 % des actifs font partie du salariat d'exécution et occupent des positions subalternes dans la hiérarchie des entreprises publiques et privées (INSEE, 2009). La figure – masculine – de l'employé de banque, qui signait l'appartenance de la PCS employés aux classes moyennes jusque dans les années 1970, a laissé la place à celle – féminine – de caissières de supermarchés ou d'aides à domicile. Les employé-e-s contemporaines partagent des conditions d'existence et de travail proches de celles des ouvriers. Elles sont affectées à des tâches répétitives, subissent des rythmes contraints, une instabilité de l'emploi plus forte qu'ailleurs, et connaissent de faibles revenus. Même si les trois-quarts des emplois et des actifs sont concentrés dans les grandes aires urbaines, se pencher spécifiquement sur les espaces ruraux conduit à constater la prégnance encore plus forte qu'en ville des classes populaires : employés et ouvriers y constituent 61 % de la population active résidente (54 % dans le périurbain). Si l'on ajoute à cela le fait que les exploitants agricoles ne représentent plus que 5.5 % des actifs de l'espace rural, que par ailleurs la population y est plus âgée et moins qualifiée que celle des espaces urbains, on peut très clairement qualifier les espaces ruraux de territoires populaires.

2. Le désengagement politique des classes populaires

Le constat d'une absence de plus en plus marquée des ouvriers et employés parmi les élus est régulièrement fait. Les causes de ce désengagement sont bien étayées pour ce qui concerne les partis de gauche : professionnalisation du personnel politique qui se distancie des militants de base en même temps qu'il se bureaucratise, mise en avant depuis les années 1980 des discours et pratiques qui privilégient l'individu, ses capacités personnelles, au détriment des logiques de groupe. *A contrario* les classes populaires sont toujours dans une logique de proximité, de familiarité qui fonde l'engagement. Quand les partis sont en quête de personnes compétentes et qualifiées, les employés et ouvriers sont eux plus dans une logique du dévouement :

s'engager, c'est d'abord le faire dans un espace connu, où l'engagement est susceptible de participer à la constitution d'une honorabilité locale.

Pour approfondir la question, on peut se pencher sur une évolution de la structuration politique des territoires qui touche massivement les mondes ruraux depuis les années 1990 : le transfert des compétences des communes au profit des intercommunalités. Un tel mécanisme transforme la sociologie des élus. Les élus ruraux de milieux populaires restent massivement cantonnés dans les conseils municipaux, tandis que les professions intermédiaires, et surtout les cadres et professions libérales, monopolisent les instances intercommunales. Quant aux mondes agricoles, ce sont surtout leurs fractions les mieux dotées en capitaux culturels qui investissent de telles arènes politiques. Autrement dit, la vie politique locale change d'échelle, ce qui contribue à marginaliser les classes populaires. L'effet pervers de la décentralisation des compétences en zones rurales est de contribuer à accroître l'abstention : les membres des classes populaires se sentent dépossédés de la chose politique face au « millefeuille territorial » (l'échelle de décision est brouillée, voire incompréhensible), en même temps que leur situation fragile les conduit à surtout en percevoir les effets négatifs et injustes (au premier rang desquels la hausse des impôts locaux).

3. Quelles formes de mobilisation et de participation à la vie sociale locale ?

Les travaux récents de sciences sociales convergent vers plusieurs constats communs. D'une part, les formes de mobilisation à la campagne se sont renouvelées : manifestations régulières d'agriculteurs bien sûr, mais aussi de chasseurs contre les directives européennes, de parents d'élèves contre les fermetures de classes dans l'enseignement primaire ou d'usagers des hôpitaux publics face à la restructuration des services. D'autre part, si la participation des classes populaires à la vie politique locale tend à se marginaliser, l'engagement citoyen n'a pas disparu. Au-delà des conseils municipaux, des institutions favorisent toujours une logique du dévouement : corps des sapeurs-pompiers volontaires, organisations festives, associations sportives, confessionnelles, Restaus du Cœur, Téléthon...

En conclusion, et même si mon rôle de chercheur est d'abord et avant tout de produire des connaissances plutôt que de livrer des recommandations, mes observations et la lecture des travaux récents de sciences sociales m'amènent à constater l'importance, pour les classes populaires en milieu rural, d'un État qui soit présent d'une part, juste d'autre part. L'attention à la justice sociale est particulièrement saillante chez les populations peu ou pas dotées de capitaux économiques et/ou culturels. Or ce sont elles qui peuplent très majoritairement les campagnes contemporaines. On ne peut dès lors ne pas mettre en rapport le développement de

l'abstention électorale et de votes « ras le bol » à la fermeture de classes dans les villages, de lignes de TER, de services hospitaliers, tribunaux d'instance ou brigades de gendarmerie dans les bourgs. Enfin, depuis l'étude pionnière de M. Jahoda, P. Lazarsfeld et H. Zeisel sur *Les chômeurs de Marienthal* en 1933, on sait que la première cause de repli domestique et de désengagement de la vie publique est l'insécurité professionnelle. Sans sécurisation des parcours, le sentiment d'appartenance républicaine ne saurait être affermi.

Nicolas Renahy